CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

avis 60.856/4
du 13 février 2017

sur

un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine'

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

advies 60.856/4
van 13 februari 2017

over

een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de Stadsvernieuwingscontracten'

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

Le 17 janvier 2017, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Pouvoirs locaux, du Développement territorial, de la Politique de la Ville, des Monuments et Sites, des Affaires étudiantes, du Tourisme et du Port de Bruxelles à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale 'relatif aux Contrats de Rénovation Urbaine'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 13 février 2017. La chambre était composée de Pierre LIÉNARDY, président de chambre, Martine BAGUET et Bernard BLERO, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger WIMMER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 février 2017.

*

Op 17 januari 2017 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Plaatselijke Besturen, Territoriale Ontwikkeling, Stedelijk Beleid, Monumenten en Landschappen, Studentenaangelegenheden, Toerisme en Haven van Brussel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'betreffende de Stadsvernieuwingscontracten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 13 februari 2017. De kamer was samengesteld uit Pierre LIÉNARDY, kamervoorzitter, Martine BAGUET en Bernard BLERO, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Roger WIMMER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 februari 2017.

*

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. Comme l'a relevé la section de législation dans son avis 59.210/4 donné le 11 mai 2016 sur un avant-projet devenu l'ordonnance du 6 octobre 2016 'organique de la revitalisation urbaine' (ci-après : « l'ordonnance du 6 octobre 2016 ») [1], la Région de Bruxelles-Capitale peut, le cas échéant, poursuivre des objectifs de cohésion sociale ou sociétale, en ce compris dans des buts qui ne relèveraient pas nécessairement de ses compétences, mais à la condition que les mesures adoptées relèvent effectivement de l'exercice des compétences régionales et qu'elles ne rendent pas impossible ou exagérément difficile l'exercice, par un autre législateur, de ses compétences.

La Région n'est, dès lors, pas compétente pour adopter des actions et opérations qui, non seulement, poursuivraient des objectifs qui ne relèvent pas nécessairement des compétences régionales mais qui, en outre, ne constitueraient pas l'accessoire nécessaire d'actions et d'opérations qui participent à l'exercice de telles compétences.

En l'espèce, les opérations relatives à des infrastructures d'ampleur régionale dans les domaines de la santé et de la petite enfance prévues par l'article 14, § 1er, alinéa 1er, 3°, du projet excèdent les compétences de la Région de Bruxelles-Capitale. Ces infrastructures de proximité, si elles peuvent poursuivre un objectif de cohésion sociétale et de la vie collective au niveau local ou régional [2], ne se rattachent cependant à aucune compétence régionale.

En ce qui concerne les opérations relatives à des infrastructures d'ampleur régionale dans le domaine du sport, de la formation professionnelle et de la culture prévues par la même disposition, la section de législation rappelle que les compétences de la Région de Bruxelles-Capitale dans les matières culturelles visées à l'article 4, 3°, 4°, 9° et 16°, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles' sont limitées respectivement :

– aux matières biculturelles d'intérêt régional en ce qui concerne les beaux-arts, le patrimoine culturel, les musées et autres institutions scientifiques ou culturelles,

[1] *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., 2015-2016, n° A-363/001, pp. 133 à 182, sp. pp. 133-140.

[2] Voir les articles 2, 16°, et 37, alinéa 1er, 5°, de l'ordonnance du 6 octobre 2016.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

– à la mise sur pied de programmes de formation professionnelle pour autant que ceux-ci s'inscrivent dans le cadre de la politique d'emploi et tiennent compte du caractère spécifique de Bruxelles en ce qui concerne la reconversion et le recyclage professionnel,

– et au financement et à la subsidiation des infrastructures sportives communales en ce qui concerne le sport [3].

2. L'arrêté en projet repose, pour l'essentiel, sur les habilitations spécifiques consenties au Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale par l'ordonnance du 6 octobre 2016.

Dans son avis 59.210/4, la section de législation a relevé que plusieurs de ces habilitations sont excessivement larges et portent atteinte au principe de légalité applicable à plusieurs égards, notamment en matière de subventions.

De manière générale, le législateur n'a pas modifié les habilitations ainsi critiquées. Dès lors que l'arrêté en projet repose sur de telles habilitations, sa légalité s'en trouve fragilisée.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1er, il convient de préciser tous les articles de l'ordonnance du 6 octobre 2016 auxquels l'arrêté en projet entend procurer exécution et qui constituent le fondement juridique d'une ou plusieurs dispositions de celui-ci.

Par ailleurs, seules ces dispositions de nature législative doivent ainsi être mentionnées à l'alinéa 1er.

Par conséquent, à cet alinéa, il y a lieu de mentionner l'article 2, 11° et 12°, l'article 9, § 1er, et § 2, alinéas 1er et 7, l'article 11, § 2, alinéa 1er, l'article 13, § 2, alinéa 1er, l'article 17, l'article 35, 7°, l'article 37, alinéa 3, l'article 38, alinéa 5, l'article 42, alinéa 5, l'article 43, § 2, alinéa 3, § 3, alinéa 5, et § 4, alinéa 4, l'article 44, § 1er, alinéa 3, l'article 45, § 5, l'article 46, § 2, alinéa 1er, l'article 48, § 1er, alinéa 1er, et § 2, et l'article 49, § 2, alinéa 1er, de l'ordonnance du 6 octobre 2016 et uniquement ces dispositions.

2. Conformément à l'article 97, § 1er, du Code bruxellois du logement, le Gouvernement doit solliciter l'avis du Conseil consultatif du logement et de la rénovation urbaine sur tout projet d'arrêté réglementaire, dont l'objet principal est le logement, en ce y compris au niveau de la rénovation urbaine.

[3] Voir l'article 4*bis* de la loi spéciale du 12 janvier 1989 'relative aux Institutions bruxelloises'.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

Au préambule, il convient dès lors de mentionner l'avis du Conseil consultatif du logement et de la rénovation urbaine donné le 2 décembre 2016.

3. Dans la formule introductive du dispositif, il y a lieu d'écrire « Arrête : » [4].

DISPOSITIF

Article 1er

1. Les notions de « habitat solidaire » et de « habitat intergénérationnel » ne figurent pas dans la suite du projet. Les 5° et 6° sont donc inutiles et doivent être omis.

2. Selon l'article 35, 7°, de l'ordonnance du 6 octobre 2016, l'assemblée générale du périmètre d'ensemble est l'organe d'information et de participation qui réunit les habitants ainsi que les acteurs sociaux, culturels et économiques du périmètre d'ensemble.

L'auteur du projet n'a pas été habilité à fixer des conditions supplémentaires quant à la résidence des personnes physiques et au siège des personnes morales ou associations concernées.

Par conséquent, le 7° doit également être omis.

Article 3

Au paragraphe 1er, alinéa 3, il manque, dans la version française, le verbe « vérifie », à l'instar de l'article 2, § 1er, alinéa 3, du projet.

La même observation vaut pour la suite du projet.

Articles 5 et 6

Au début de ces deux articles, il convient d'omettre les mots « § 1er ».

Articles 8, 11 et 12

1. À l'article 8, § 2, dans la phrase introductive, il y a lieu d'insérer les mots « le cas échéant » puisque l'ordonnance du 6 octobre 2016 – particulièrement son article 11, § 1er –, n'impose nullement au « bénéficiaire » de conclure une convention en vue de déléguer la gestion ou l'exploitation des infrastructures qu'il vise, mais l'autorise simplement à le faire.

Une observation similaire vaut pour l'article 12.

[4] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », formule F 3-10-2.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

2.1. À l'article 11, le paragraphe 1er doit être omis car l'article 40, alinéa 3, 8°, de l'ordonnance du 6 octobre 2016 ne contient pas d'habilitation en ce sens.

2.2. Au même article, le paragraphe 2 rappelle le contenu de l'article 11, § 1er, alinéa 1er, de l'ordonnance du 6 octobre 2016.

2.3. Cette disposition est inutile et doit dès lors être omise.

Article 13

Au paragraphe 3, si telle est bien l'intention de l'auteur, il convient de remplacer les mots « avant le délai visé » par les mots « avant la prise de cours du délai visé » [5].

La même observation vaut pour la suite du projet.

Article 15

Au paragraphe 2, il convient d'omettre les mots « 6° les travaux ».

Article 21

L'alinéa 1er se bornant à exprimer une règle qui est déjà consacrée par l'article 44, § 1er, alinéas 1er et 2, notamment le 1°, de l'ordonnance du 6 octobre 2016, il est inutile et sera omis.

Article 22

Selon l'article 44, § 1er, alinéa 1er, de l'ordonnance du 6 octobre 2016, pour chaque contrat de rénovation urbaine, le Comité régional de développement territorial est convoqué et ce comité est convoqué pour la première fois dans les trente jours de la désignation du Bureau bruxellois de la Planification par le Gouvernement, visée à l'article 40, alinéa 2, de l'ordonnance du 6 octobre 2016.

Il n'y a dès lors pas lieu de convoquer le Comité régional de développement territorial spécialement composé pour chaque contrat de rénovation urbaine en application de l'article 44, § 1er, alinéa 2, de l'ordonnance du 6 octobre 2016, pour solliciter son avis sur le rapport du Bureau bruxellois de la planification proposant des zones d'étude au Gouvernement, en application de l'article 39 de l'ordonnance.

[5] Voir dans le même sens l'avis 59.210/4 précité, observation n° 3 sous les articles 27 et 45.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

Par contre, conformément à l'article 7, § 2, alinéa 2, de l'ordonnance du 29 juillet 2015 'portant création du Bureau bruxellois de la planification', le Gouvernement peut dresser la liste des plans soumis à l'avis du Comité régional de développement territorial en vertu de l'alinéa 1er du même paragraphe et déterminer les modalités de consultation de ce comité.

Par conséquent, l'article 22 du projet doit être modifié et, le cas échéant, le préambule sera complété sur ce point.

Article 28

Au paragraphe 1er, alinéa 1er, les mots « Complémentairement à l'article 38, alinéa 2, de l'ordonnance et conformément à son article 38, alinéa 5 » sont inutiles. Lorsque le Gouvernement met en œuvre l'habilitation qu'il tient de l'ordonnance, il ne doit ni en répéter les termes ni s'y référer.

Ces mots seront donc omis.

Article 32

Il convient de remplacer les mots « conformément à la section 2 » par les mots « conformément à l'article 2 ».

Article 33

1. Au paragraphe 1er, alinéa 1er, il convient d'insérer les mots « relative aux opérations visées à l'article 37, alinéa 1er, 1° à 4°, de l'ordonnance » après les mots « la subvention ».

2. À l'alinéa 6 du même paragraphe, il convient de remplacer les mots « l'alinéa 4 » par les mots « l'alinéa 5 ».

3. Au même alinéa 6, 2°, il y a lieu d'écrire les mots « de la libération du paiement visée à l'alinéa 2 » au lieu « de la libération du paiement visée à l'alinéa premier ».

Article 35

Au 3°, il convient de remplacer les mots « l'article 36 » par les mots « l'article 37 ».

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

Article 41

1. Au paragraphe 1er, a), 1°, il convient de remplacer les mots « à l'article 4 § 1er de l'arrêté » par les mots « à l'article 31 de l'arrêté ».

2. Au paragraphe 1er, c), 2°, il convient d'écrire « visées au a), 1° » et non « visées au 1°, a) » dans le texte français.

3. L'article 9, § 2, alinéa 7, de l'ordonnance du 6 octobre 2016 prévoit que :

> « Le Gouvernement peut prévoir certaines dérogations aux règles d'attribution, de calcul des loyers et de durée d'occupation des logements assimilés aux logements sociaux, aux conditions qu'il détermine, pour certains logements, notamment de transit, au sens de l'article 2 du Code bruxellois du Logement, de concierge ou de fonction. Les conditions fixées par le Gouvernement sont liées aux spécificités des occupants de ces logements et visent à faciliter la location de ces types de logements particuliers ».

Une telle habilitation n'autorise pas le Gouvernement à prévoir, comme le fait le paragraphe 2, un système de dérogation « sur demande […] du bénéficiaire » et qui variera donc selon ce dernier.

Les conditions de ces dérogations doivent être fixées *a priori* et être liées aux spécificités des occupants de ces logements et viser à faciliter la location de ces types de logements particuliers [6].

Article 42

L'article 9, § 2, alinéa 5, de l'ordonnance du 6 octobre 2016 dispose que les règles d'attribution doivent prévoir une priorité d'accès aux logements réhabilités ou reconstruits en faveur des ménages qui les occupaient avant la réalisation des travaux, moyennant le respect de certaines conditions.

Dès lors que l'article 42, alinéa 1er, a), du projet ne prévoit pas une telle règle de priorité, il n'exécute pas complètement l'article 9 de l'ordonnance du 6 octobre 2016.

Par conséquent, le dispositif sera complété afin de pallier cette lacune [7].

OBSERVATION FINALE

La version française sera attentivement revue et l'auteur veillera à utiliser les mêmes concepts dans l'ensemble du projet, aussi bien dans la version française que dans la version néerlandaise.

[6] Voir l'avis 60.149/4 donné le 26 octobre 2016 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 24 novembre 2016 'relatif aux Contrats de quartier durable', observation sous l'article 42.

[7] *Ibid*., observation sous l'article 47.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

Ainsi par exemple, aux articles 4 et 5, dans la version française, il est question « de financement » au singulier alors qu'à l'article 4, il est question de « financieringen » et à l'article 5, il est question de « een financiering », dans la version néerlandaise.

*

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. Zoals de afdeling Wetgeving opgemerkt heeft in advies 59.210/4, dat ze op 11 mei 2016 gegeven heeft over een voorontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan de ordonnantie van 6 oktober 2016 'houdende organisatie van de stedelijke herwaardering' (hierna: "de ordonnantie van 6 oktober 2016"),[1] kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest eventueel doelstellingen inzake sociale of maatschappelijke cohesie nastreven, ook wanneer die niet noodzakelijkerwijs onder zijn bevoegdheden zouden vallen, maar enkel op voorwaarde dat de genomen maatregelen daadwerkelijk te maken hebben met de uitoefening van gewestbevoegdheden en het niet onmogelijk of uitermate moeilijk zouden maken dat een andere wetgever zijn eigen bevoegdheden uitoefent.

Het Gewest is bijgevolg niet bevoegd om acties en operaties op te zetten waarmee niet alleen doelstellingen zouden worden nagestreefd die niet noodzakelijkerwijze onder de gewestbevoegdheden vallen maar die bovendien geen noodzakelijk accessorium zouden zijn van acties en operaties die binnen de uitoefening van dergelijke bevoegdheden vallen.

In casu gaan de operaties met betrekking tot infrastructuur van gewestelijke omvang inzake gezondheid en het jonge kind, waarvan sprake is in artikel 14, § 1, eerste lid, 3°, van het ontwerp, de bevoegdheid van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te buiten. Met die buurtinfrastructuur kan weliswaar een doelstelling van maatschappelijke cohesie en gemeenschapsleven op lokaal of gewestelijk vlak nagestreefd worden,[2] maar ze houdt geen verband met enige gewestbevoegdheid.

In verband met de operaties met betrekking tot infrastructuur van gewestelijke omvang inzake sport, beroepsopleiding en cultuur, waarvan in dezelfde bepaling sprake is, wijst de afdeling Wetgeving erop dat de bevoegdheden van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor de culturele aangelegenheden bedoeld in artikel 4, 3°, 4°, 9° en 16°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen' niet verder reiken dan respectievelijk:

[1] *Parl.St.* Br.Parl. 2015-16, nr. A-363/001, 133 tot 182, inzonderheid 133-140.

[2] Zie de artikelen 2, 16°, en 37, eerste lid, 5°, van de ordonnantie van 6 oktober 2016.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

- wat de schone kunsten, het cultureel patrimonium, de musea en de andere wetenschappelijke of culturele instellingen betreft, de biculturele aangelegenheden die van gewestelijk belang zijn,

- wat de beroepsomscholing en -bijscholing betreft, het opzetten van programma's voor beroepsopleidingen voor zover deze kaderen in het werkgelegenheidsbeleid en rekening houden met het specifieke karakter van Brussel,

- wat de sport betreft, de financiering en de subsidiëring van de gemeentelijke sportinfrastructuur.[3]

2. Het ontworpen besluit steunt hoofdzakelijk op de specifieke machtigingen die aan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering verleend worden bij de ordonnantie van 6 oktober 2016.

In haar advies 59.210/4 heeft de afdeling Wetgeving erop gewezen dat verscheidene van die machtigingen te ruim zijn en in meer dan een opzicht afbreuk doen aan het legaliteitsbeginsel, inzonderheid op het stuk van subsidies.

Algemeen gesproken heeft de wetgever de aldus bekritiseerde machtigingen niet gewijzigd. Doordat het ontworpen besluit op dergelijke machtigingen steunt, komt de wettigheid ervan in het gedrang.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. In het eerste lid moeten alle artikelen van de ordonnantie van 6 oktober 2016 opgegeven worden waaraan het ontworpen besluit uitvoering wil verlenen en die de rechtsgrond uitmaken van een of meer bepalingen ervan.

Overigens behoren alleen deze bepalingen van wetgevende aard aldus vermeld te worden in het eerste lid.

Bijgevolg moet in dat lid melding worden gemaakt van artikel 2, 11° en 12°, artikel 9, § 1 en § 2, eerste en zevende lid, artikel 11, § 2, eerste lid, artikel 13, § 2, eerste lid, artikel 17, artikel 35, 7°, artikel 37, derde lid, artikel 38, vijfde lid, artikel 42, vijfde lid, artikel 43, § 2, derde lid, § 3, vijfde lid, en § 4, vierde lid, artikel 44, § 1, derde lid, artikel 45, § 5, artikel 46, § 2, eerste lid, artikel 48, § 1, eerste lid, en § 2, en artikel 49, § 2, eerste lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 en alleen van die bepalingen.

2. Overeenkomstig artikel 97, § 1, van de Brusselse Huisvestingscode moet de regering elk ontwerp van verordeningsbesluit dat in hoofdzaak betrekking heeft op de huisvesting, met inbegrip van de huisvesting bij stadsvernieuwing, voor advies voorleggen aan de Adviesraad voor Huisvesting en Stadsvernieuwing.

[3] Zie artikel 4*bis* van de bijzondere wet van 12 januari 1989 'met betrekking tot de Brusselse Instellingen'.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

In de aanhef moet bijgevolg melding worden gemaakt van het advies van de Adviesraad voor Huisvesting en Stadsvernieuwing dat op 2 december 2016 gegeven is.

3. In de inleiding van het dispositief behoort "Besluit:" te worden geschreven.[4]

DISPOSITIEF

Artikel 1

1. De begrippen "solidaire woning" en "intergenerationele woning" worden verder in het ontwerp niet gebruikt. De bepalingen onder 5° en 6° zijn overbodig en moeten dus worden weggelaten.

2. Volgens artikel 35, 7°, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 is de algemene vergadering van de volledige perimeter de informatie- en participatie-instantie waarin de inwoners en de sociale, culturele en economische actoren van de gehele perimeter bijeenkomen.

De steller van het ontwerp is niet gemachtigd om bijkomende voorwaarden vast te stellen met betrekking tot de verblijfplaats van de betrokken natuurlijke personen en de zetel van de betrokken rechtspersonen of verenigingen.

Ook de bepaling onder 7° moet bijgevolg weggelaten worden.

Artikel 3

In de Franse tekst van paragraaf 1, derde lid, moet, naar het voorbeeld van artikel 2, § 1, derde lid, van het ontwerp, het werkwoord "vérifie" ingevoegd worden.

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

Artikelen 5 en 6

Aan het begin van die twee artikelen moet de vermelding "§ 1" weggelaten worden.

Artikelen 8, 11 en 12

1. In de inleidende zin van artikel 8, § 2, moeten de woorden "in voorkomend geval" ingevoegd worden, aangezien de ordonnantie van 6 oktober 2016 - in het bijzonder artikel 11, § 1, ervan - de "begunstigde" geenszins verplicht een overeenkomst te sluiten met het

[4] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 3-10-2.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

oog op de overdracht van het beheer of de uitbating van de infrastructuren waarvan daarin sprake is, maar hem alleen de mogelijkheid biedt zulks te doen.

Een soortgelijke opmerking geldt voor artikel 12.

2.1. In artikel 11 dient paragraaf 1 te vervallen, aangezien artikel 40, derde lid, 8°, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 geen machtiging in die zin bevat.

2.2. In hetzelfde artikel herinnert paragraaf 2 aan de inhoud van artikel 11, § 1, eerste lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016.

2.3. Artikel 11 van het ontwerp is overbodig en moet dan ook weggelaten worden.

Artikel 13

Indien dit wel degelijk met de bedoeling van de steller overeenstemt, moeten in paragraaf 3 de woorden "ten vroegste één jaar vóór de in artikel 45, § 1 van de ordonnantie bedoelde termijn werden besteld" vervangen worden door de woorden "besteld zijn ten vroegste één jaar voordat de in artikel 45, § 1, bepaalde termijn ingaat".[5]

Dezelfde opmerking geldt voor het vervolg van het ontwerp.

Artikel 15

In paragraaf 2 moeten de woorden "6° de werken" weggelaten worden.

Artikel 21

Aangezien in het eerste lid alleen een regel wordt vastgesteld die al vervat is in artikel 44, § 1, eerste en tweede lid, inzonderheid in de bepalingen onder 1°, van de ordonnantie van 6 oktober 2016, moet dit lid als overbodig vervallen.

[5] Zie in dezelfde zin het voornoemde advies 59.210/4, opmerking 3 over de artikelen 27 en 45.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

Artikel 22

Volgens artikel 44, § 1, eerste lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016, wordt het gewestelijk comité voor territoriale ontwikkeling voor elk stadsvernieuwingscontract bijeengeroepen en wordt dat comité voor de eerste maal bijeengeroepen binnen dertig dagen na de aanstelling van het Brussels Planningsbureau door de regering, zoals bedoeld in artikel 40, tweede lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016.

Het gewestelijk comité voor territoriale ontwikkeling dat, met toepassing van artikel 44, § 1, tweede lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016, specifiek samengesteld wordt voor elk stadvernieuwingscontract, hoeft dan ook niet bijeen te worden geroepen om dat comité, met toepassing van artikel 39 van de ordonnantie, om advies te verzoeken over het rapport van het Brussels Planningsbureau waarin studiezones voorgesteld worden aan de Regering.

Overeenkomstig artikel 7, § 2, tweede lid, van de ordonnantie van 29 juli 2015 'houdende oprichting van het Brussels Planningsbureau' kan de regering evenwel de lijst opstellen van de plannen die krachtens het eerste lid van dezelfde paragraaf onderworpen worden aan het advies van het gewestelijk comité voor territoriale ontwikkeling en de wijze bepalen waarop dat comité geraadpleegd wordt.

Artikel 22 van het ontwerp moet bijgevolg gewijzigd worden en, in voorkomend geval, dient de aanhef op dat punt aangevuld te worden.

Artikel 28

In paragraaf 1, eerste lid, zijn de woorden "Aansluitend bij artikel 38, tweede lid van de ordonnantie en conform artikel 38, vijfde lid daarvan" overbodig. Wanneer de regering uitvoering geeft aan de machtiging die ze aan de ordonnantie ontleent, mag ze de bewoordingen ervan niet herhalen en er ook niet naar verwijzen.

Die woorden moeten dus weggelaten worden.

Artikel 32

De woorden "conform afdeling 2" moeten worden vervangen door de woorden "conform artikel 2".

Artikel 33

1. In paragraaf 1, eerste lid, moeten de woorden "met betrekking tot de operaties bedoeld in artikel 37, eerste lid, 1° tot 4°, van de ordonnantie" ingevoegd worden na de woorden "de subsidie".

2. In het zesde lid van dezelfde paragraaf moeten de woorden "vierde lid" vervangen worden door de woorden "vijfde lid".

‡LW-CICRPECAA-GAIFGUQ‡

3. In hetzelfde zesde lid, 2°, schrijve men "met de vrijgave van de betaling bedoeld in het tweede lid" in plaats van "met de vrijgave van de betaling bedoeld in het eerste lid".

Artikel 35

In de bepaling onder 3° moeten de woorden "artikel 36" vervangen worden door de woorden "artikel 37".

Artikel 41

1. In paragraaf 1, a), 1°, moeten de woorden "in artikel 4, § 1 van het besluit" vervangen worden door de woorden "in artikel 31 van het besluit".

2. In de Franse tekst van paragraaf 1, c), 2°, moet "visées au a), 1°" geschreven worden in plaats van "visées au 1°, a)".

3. Artikel 9, § 2, zevende lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 luidt als volgt:

> "De regering mag afwijkingen bepalen op de regels betreffende de toewijzing, de berekening van de huurprijs en de duur van de ingebruikneming van de met sociale woningen gelijkgestelde woningen, onder de voorwaarden die zij bepaalt, voor bepaalde woningen, met name voor transitwoningen in de zin van artikel 2 van de Brusselse Huisvestingscode, voor conciërgewoningen of dienstwoningen. De voorwaarden die de regering vastlegt, houden verband met de kenmerken van de bewoners van deze woningen en strekken ertoe de verhuur van dit soort particuliere woningen te vergemakkelijken."

Op basis van een dergelijke machtiging is het de regering niet toegestaan om, zoals in paragraaf 2, een afwijkende regeling vast te stellen "op (…) vraag van de begunstigde", een regeling die dus zou variëren naargelang van de begunstigde.

De voorwaarden voor die afwijkingen moeten vooraf worden bepaald en moeten verband houden met de kenmerken van de bewoners van deze woningen, en ertoe strekken de verhuur van dit soort particuliere woningen te vergemakkelijken.[6]

Artikel 42

Artikel 9, § 2, vijfde lid, van de ordonnantie van 6 oktober 2016 bepaalt dat de toekenningsvoorwaarden moeten voorzien in een prioritaire toekenning van de gerenoveerde of heropgebouwde woningen aan de gezinnen die er vóór de uitvoering van de werken woonden, mits aan bepaalde voorwaarden voldaan is.

[6] Zie advies 60.149/4, gegeven op 26 oktober 2016, over een ontwerp dat ontstaan gegeven heeft aan het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 24 november 2016 'betreffende de duurzame wijkcontracten', opmerking over artikel 42.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡

Aangezien artikel 42, eerste lid, a), van het ontwerp niet voorziet in een dergelijke prioriteitsregel, geeft het geen volledige uitvoering aan artikel 9 van de ordonnantie van 6 oktober 2016.

Het dispositief moet bijgevolg aangevuld worden teneinde die tekortkoming te verhelpen.[7]

SLOTOPMERKING

De Franse tekst moet grondig herzien worden en de steller moet ervoor zorgen dat zowel in de Franse als in de Nederlandse tekst van het gehele ontwerp dezelfde begrippen gebruikt worden.

Zo bijvoorbeeld is er in de Franse tekst van de artikelen 4 en 5 sprake van "financement" in het enkelvoud, terwijl er in de Nederlandse tekst sprake is van "financieringen" in artikel 4 en van "een financiering" in artikel 5.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT Pierre LIÉNARDY

[7] *Ibid.*, opmerking over artikel 47.

‡LW-CIGRPECAA-GAIFGUQ‡